



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue social

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Ressources humaines et dialogue social - Dispositions spécifiques liées à la crise sanitaire - Création des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) crise sanitaire et modalités de report des congés 2019 et 2020 - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'article 59 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas dans le cadre d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA).

Durant la période de la crise sanitaire, les agents qui n'étaient pas concernés par le Plan de Continuité d'Activité (PCA) ont dû être placés en ASA pour garde d'enfants, isolement, ou pour raisons pathologiques.

Les agents en ASA ont bénéficié de l'intégralité de leur rémunération ainsi que du maintien de leurs droits à avancement et retraite. En revanche, les ASA liées à la crise sanitaire, constituant une dérogation à l'obligation de service et de temps de travail, ne génèrent ni jours de réduction du temps de travail (RTT) ni obtention de tickets restaurant (TR).

En revanche, les ASA, comme le travail collaboratif à distance ou les arrêts maladie, ouvrent droit à des jours de congés payés.

Conformément aux dispositions du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, « *Tout fonctionnaire territorial en activité a droit, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles ci-après, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouverts* ». L'article 5 de ce décret prévoit cependant que « *Sous réserve des dispositions de l'article précédent, le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale. Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice* ».

Afin de ne pas pénaliser l'activité des services dans le cadre de la reprise d'activité à compter du 11 mai 2020 suite à la période de confinement, il a été proposé de repousser la date de report des congés. Ainsi concernant les congés 2019, conformément à la note de service du 25 mai 2020, la date de report des congés 2019 a été repoussée du 30 avril 2020 au 31 août 2020.

Concernant les congés de l'année 2020, il convient de préciser que le nombre maximal de jours reportables d'une année sur l'autre, au nombre de 7 sera porté à 14 jours. La date limite de consommation de ces congés reportés sera également repoussée du 30 avril 2021 au 30 juin 2021.

Ces deux mesures n'ont pas vocations à être pérennes et ne s'appliqueront que pour les congés de l'année 2020.

Les présentes dispositions ont fait l'objet d'un avis favorable du Comité Technique réuni le 19 mai 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la création d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) permettant de gérer les absences liées à la crise sanitaire ;
- d'approuver le report de la date des congés 2019 au 31 août 2020 ;
- d'approuver pour les congés 2020 l'augmentation du nombre de jours reportables à 14 et de repousser la date limite de report au 30 juin 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134949-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.